



Benoît Apollis

Avocat à la Cour

Cabinet d'avocats CORMIER-BADIN-APOLLIS
67, rue de l'Université
75007 Paris
Tél. : 01 53 81 05 52

✉ benoit.apollis@avocats-cba.fr

🌐 www.cormierbadinapollis.fr

PARCOURS

I. CARRIÈRE UNIVERSITAIRE

**Directeur du Master
droit sanitaire et social**

Depuis mai 2021

Université Paris-Panthéon-Assas

**Maître de conférences
en droit public**

Depuis janvier 2021

Université Paris-Panthéon-Assas

**Maître de conférences
en droit public**

Sept. 2017 – déc. 2020

Université de Rennes-I

**Maître de conférences
en droit public**

Fév. 2008 – août 2017

Université Paris-X Nanterre

Docteur en droit privé

Décembre 2005

Université Montpellier I

Thèse de doctorat : *Autorisations sanitaires et hospitalisation privée. Contribution à l'étude des autorisations administratives dans leurs rapports avec les personnes privées*, avant-propos D. Truchet, préf. F. Vialla, Les Etudes Hospitalières, coll. Thèses, n° 20, 2008.

II. CONSEIL JURIDIQUE

**Avocat au Barreau
de Paris**

Depuis 2022

**Consultant auprès de
cabinets d'avocats
spécialisés en droit
de la santé**

2009-2021

Accompagnement juridique de projets

- Montages de partenariats, regroupement, coopérations sanitaires ou médico-sociales, préparation et suivi de dossiers (demandes de financements ou tout autre demande à déposer aux autorités compétentes).
- Appui juridique régulier d'actions menées par certaines fédérations nationales ou certains groupes d'établissements sanitaires et médico-sociaux (rédaction de notes, de projets d'amendements parlementaires, recours contentieux, etc.).

Gestion et suivi de contentieux

- Forte expertise dans certains contentieux topiques du secteur sanitaire et médico-social (analyse des dossiers, élaboration de la stratégie et rédaction des mémoires) : contentieux de la planification et des autorisations sanitaires et médico-sociales ; contentieux financiers des activités de santé et médico-sociales (dotations, tarifs, facturation, sanctions financières, etc.).

Actions de formation

- Actions de formation professionnelle diverses sur les mêmes thématiques que l'activité de conseil (cf. infra).

PUBLICATIONS

I. OUVRAGES ET DIRECTION DE PUBLICATIONS

A. Rédaction d'ouvrages

1. et D. Truchet, *Droit de la santé publique*, Dalloz, 11e éd., coll. *Mémentos*, 2022

B. Direction d'ouvrages collectifs

2. *L'hôpital public au début du XXIe siècle*, RDSS, n° spéc., Dalloz, 2015
3. *L'entretien avec le jury. Préparer le grand oral des concours administratifs*, Ellipses, 2014

C. Direction de dossiers dans des revues à comité de lecture

4. *L'hospitalisation privée*, co-direction avec M. Cormier, RDSS 2021, p. 960 et s. (10 contributions)
5. *La télémedecine saisie par le droit*, co-direction avec O. Renaudie, L. Cluzel et M. Borgetto, RDSS 2020, p. 5 et s. (7 contributions)
6. *Les autorisations sanitaires*, co-direction avec M. Cormier, RDSS 2020, p. 423 et s. (10 contributions)
7. *Autour de la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement*, RGDM 2016, n° 59, p. 133 et s. (6 contributions)

II. PRINCIPAUX ARTICLES

Droit de la santé

1. *Brèves remarques sur le droit de la santé*, *Rev. dr. Assas* 2021, n° 22, p. 135 et s.
2. *Le renouveau de la proximité en droit de la santé*, in *Défiance et santé*, RDSS 2021, n° spéc., p. 133 et s.
3. *L'urgence dans tous ses états : état d'urgence, urgence sanitaire, état d'urgence sanitaire*, in F. Vialla et P. Vielfaure (dir.), *Les pouvoirs publics face aux épidémies (de l'Antiquité au XXIe siècle)*, LEH, 2021, p. 111 et s.
4. *L'activité libérale des praticiens hospitaliers : une mise en perspective historique et juridique*, *Les Tribunes de la santé (SEVE)* 2021, n° 69, doss. *Demain, quel hôpital public ?*, p. 101 et s.
5. *La lutte contre l'épidémie de covid-19 en France. Premiers enseignements pour le droit de la santé publique*, in Ch. Noiville, S. Laugier et X. Philippe (dir.), *Regards croisés Droit-Philosophie sur la pandémie de Covid-19*, Mare et Martin, 2021, p. 31 et s.
6. *Autorisations, coopération et concurrence dans le secteur hospitalier*, RDSS 2020, doss. *Les autorisations sanitaires*, p. 433 et s.
7. et M. Cormier, *Réflexions sur les causes et les effets de la concentration du secteur hospitalier français*, RGDM 2019, n° 73, p. 51 et s.
8. et A. Audouin, *Régulation de l'offre de santé : les prémices d'une profonde mutation ?*, *Rev. Dr. et Santé* 2019, p. 915 et s.
9. *La réforme au long cours des autorisations sanitaires*, RGDM 2019, n° 72, doss. *La loi du 24 juillet 2019 et le Plan « Ma santé 2022 »*, p. 87 et s.
10. *La coordination des forces de l'ordre et des professionnels de la santé : arrêter les auteurs des actes et/ou soigner les blessés ?*, RDSS 2019, doss. *Terrorisme et droit de la santé*, p. 226 et s.
11. *Les sources de la déontologie*, in *Déontologie et santé*, RDSS 2018, n° spéc., p. 23 et s.
12. *L'Assistance publique – Hôpitaux de Paris, laboratoire des évolutions du Code de la santé publique ?*, RDSS 2016, doss. *L'Assistance publique – Hôpitaux de Paris*, p. 1017 et s.
13. *L'hospitalisation à temps partiel*, in *Hospitalisation et ambulatoire*, RDSS 2016, n° spéc., p. 29 et s.
14. *La nouvelle définition du service public hospitalier*, *Cahiers de la fonction publique et de l'administration* sept. 2016, p. 33 et s.
15. *L'accès aux soins et la loi du 26 janvier 2016*, RDSS 2016, doss. *La loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation du système de santé*, p. 673 et s.
16. *Territorialisation des politiques de santé et structuration des parcours de santé*, *Revue Droit et Santé* 2016, n° spéc. *La loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation du système de santé*, p. 65 et s.
17. *Règles de publicité et de mise en concurrence : le droit de l'Union européenne menace-t-il les coopérations sanitaires françaises ?*, in *Mélanges offerts au Professeur M. Bélanger*, LEH, 2015, p. 433 et s.
18. *Quel hôpital public au début du XXIe siècle ?*, in *L'hôpital public au début du XXIe siècle*, RDSS, n° spéc., 2015, p. 7 et s.
19. *Parcours de soins et traitement du cancer*, in *Cancer et Droit*, RDSS, n° spéc., 2014, p. 51 et s.
20. *Le pilotage de l'activité des établissements de santé*, in *Mélanges en l'honneur de M.-F. Callu*, LexisNexis, 2013, p. 473 et s.
21. *Contentieux de la planification sanitaire : petit panorama de la jurisprudence administrative récente*, *Revue Droit et Santé* 2013, n° spéc., p. 248 et s.
22. *Les préfets et la santé après la loi du 21 juillet 2009*, in *La loi « Hôpital, Patients, Santé, Territoires »*, RGDM, n° spéc., 2011, p. 59 et s.
23. *L'organisation française de la prise en charge des urgences*, in *La prise en charge de l'urgence médicale*, *Gaz. Pal.* 28 décembre 2008, p. 8 et s.
24. *Les conventions de coopération interhospitalière*, in *Le contrat en droit de la santé*, RGDM, n° spéc., 2007, p. 119 et s.
25. *L'évolution récente des contrats publics dans le domaine hospitalier*, in *Contrats publics, mélanges offerts au Professeur M. Guibal*, t. 2, PU Montpellier, 2006, p. 12 et s.
26. et E. Terrier, *La réforme de la planification hospitalière*, *AJDA* 2006, p. 422 et s.

PUBLICATIONS (SUITE)

27. et L. Lambert-Garrel, E. Terrier, F. Violla, *L'insoutenable imprécision de la faute caractérisée dans la réparation du handicap de naissance*, in *Le handicap : droit, histoire, médecine*, PUAM, 2004, p. 139 et s.

28. *Le statut des établissements d'hospitalisation à domicile* : JCP E 2004, *cah. dr. entr.* n° 1, p. 8 et s.

29. *Qu'est-ce qu'une A.R.H. ? Brèves remarques sur l'agence régionale de l'hospitalisation*, JCP E 2003, *cah. dr. entr.* n° 2, p. 16 et s.

Finances sanitaires et sociales

30. *Le financement de l'hospitalisation privée*, RDSS 2021, *doss. L'hospitalisation privée*, p. 998 et s.

31. *Télémedecine et remboursement des actes*, RDSS 2020, *doss. La télémedecine saisie par le droit*, p. 23 et s.

32. *Les enjeux des expérimentations de « l'article 51 » de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018*, JDSAM 2019, n° 24, p. 6 et s.

33. *Vers une transformation financière du système de santé ?*, RDSS 2019, *doss. Le Plan « Ma santé 2022 »*, p. 35 et s.

34. *Le financement du service public hospitalier*, RDSS 2017, *doss. Le renouveau du service public hospitalier ?*, p. 657 et s.

Droit de l'action médico-sociale

35. et G. Duthil, *Le vieillissement, un enjeu de santé publique : à quand une réelle convergence des droits sanitaire et médico-social ?*, RDSS 2018, p. 538 et s.

36. *La réforme de la régulation de l'offre médico-sociale*, RGDM 2016, n° 59, p. 157 et s.

37. *Le GCSMS, l'autre groupement de coopération (sur les groupements de coopération sociale ou médico-sociale)*, RGDM 2007, n° 22, p. 49 et s.

Droit du contentieux administratif

38. *Vers une adaptation substantielle du contentieux des actes de régulation devant le juge administratif ?*, in *Indépendance, mélanges offerts au Professeur J.-L. Autin*, PU Montpellier, t. 1, 2011, p. 505 et s.

39. *La persistance du recours dans l'intérêt de la loi en matière administrative*, RDP 2010, p. 1209 et s.

III. NOTES

Droit de la santé

40. *La dualité fonctionnelle du directeur général de l'ARS*, note ss. CE, 12 décembre 2012, *Syndicat national des établissements et résidences privés pour les personnes âgées*, req. n° 350479, et *Syndicat des médecins inspecteurs de santé publique*, req. n° 354635, RGDM 2013, n° 46, p. 312 et s.

41. et G. Hichri, *L'application du droit de la concurrence aux activités de soins soumises à autorisation*, note ss. Aut. de la conc., *décis.* n° 12-D-03 du 23 janvier 2012, RGDM 2012, n° 45, p. 27 et s.

42. *Procédure de règlement amiable en cas d'accidents médicaux, d'affections iatrogènes ou d'infections nosocomiales*, note ss. CE, Avis, 10 octobre 2007, *Sachot*, in *Les grandes décisions du droit médical*, LGDJ, 2009, p. 614 et s.

IV. CHRONIQUES D'ACTUALITÉ ET DE JURISPRUDENCE

A. Observations publiées dans la chronique « Droit de la santé – Responsabilité médicale et hospitalière » au JCP A

1. *Régime des autorisations sanitaires – Méconnaissance de la liberté d'entreprendre (non) – Notion d'établissement de santé – Interprétation dénaturante (oui)*, obs. ss. CE, 22 juillet 2020, *M. A...*, req. n° 423313, JCP A 2021, *chr.* n° 2001, n° 5

2. *Responsabilité de l'État – Exposition au benfluorex (Médiateur) – Articulation avec le mécanisme amiable d'indemnisation des victimes (CSP, art. L. 1142-24-1 et s.)*, obs. ss. CE, 31 déc. 2019, *M. B...*, req. n° 420231, JCP A 2020, *chr.* n° 2209, n° 3

3. *Vaccinations obligatoires – Compatibilité avec la CEDH (oui) – Retrait des vaccins obligatoires comportant des adjuvants aluminiques (non)*, obs. ss. CE, 6 mai 2019, *Ligue nationale pour la liberté des vaccinations*, req. n° 419242 et CE, 6 mai 2019, *M. B.* et a., req. n° 415694, JCP A 2020, *chr.* n° 2042, n° 9

4. *Admission aux urgences – Contention – Fouille (non) – Responsabilité du service public hospitalier (non)*, obs. ss. CE, 18 mars 2019, *Mme C... et a.*, req. n° 418985, JCP A 2019, *chr.* n° 2199, n° 2

5. *Soins psychiatriques sans consentement – Modification de la forme de prise en charge – Office du juge des libertés et de la détention – Communication des certificats médicaux (oui)*, obs. ss. Cass. 1re civ., 22 nov. 2018, n° 18-14.642, JCP A 2019, *chr.* n° 2199, n° 1

6. *Dispositifs médicaux – Limites apportées à la liberté d'entreprendre – Objectif de protection de la santé publique*, obs. ss. CE, 12 juillet 2018, *Société Echografilm*, req. n° 412025, JCP A 2019, *chr.* n° 2053, n° 7

7. *Infections nosocomiales – Prise en charge par la solidarité nationale – Perte de chance – Action récursoire de l'ONIAM*, obs. ss. CE, 25 mai 2018, *ONIAM*, req. n° 410142, JCP A 2019, *chr.* n° 2053, n° 6

8. *Contentieux de la facturation des établissements de santé*, obs. ss. CE, 7 mars 2018, *Ministre des Affaires sociales et de la Santé*, req. n° 403309, JCP A 2018, *chr.* n° 2207, n° 8

9. *Infections nosocomiales et greffe d'organes*, obs. ss. CE, 30 juin 2017, *ONIAM*, req. n° 401497, JCP A 2018, *chr.* n° 2007, n° 8

B. Observations publiées dans la chronique « Régulation de l'offre de soins » à la Revue générale de droit médical

10. *La poursuite de la réforme des hôpitaux de proximité*, Obs. sur l'ordonnance n° 2021-582 et le décret n° 2021-586 du 12 mai 2021, RGDM 2020, n° 79, p. 231

PUBLICATIONS (SUITE)

11. *Légalité des clauses financières des conventions de coopération : l'exemple du reversement partiel du forfait technique dans le cadre de co-utilisations d'équipements matériels lourds*, Obs. ss. CE, 10 juillet 2020, Mme D... et autres c/ CH de Sarrebourg, req. n°s 432336, 432441, 432342, 432343 et 432344, RGDM 2020, n° 77, p. 401
 12. *Précisions sur le régime juridique de la permanence des soins en établissement de santé*, Obs. ss. CE, 28 septembre 2020, Mme B... c/ ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur, req. n° 429046, RGDM 2020, n° 77, p. 396
 13. *Nouvelles conséquences de la dualité fonctionnelle des directeurs généraux d'ARS et précisions sur leurs prérogatives en matière de cession d'autorisations médico-sociales*, Obs. ss. CE, 26 février 2020, Société Thessalie, req. n° 422344, RGDM 2020, n° 75, p. 428
 14. *Contentieux des sanctions T2A : à quelle date entrent en vigueur les dispositions d'une loi de financement de sécurité sociale ?*, Obs. ss. CE, 23 mai 2018, Ministre des affaires sociales et de la santé c/ CHR de Metz Thionville, req. n° 409607, RGDM 2018, n° 69, p. 367 (avec les concl. de Ch. Touboul reproduites p. 358 et s.)
 15. *Contentieux de la dégressivité tarifaire : quel est le juge administratif compétent ?*, Obs. ss. CE, 9 février 2018, Société Maison de chirurgie Clinique Turin, req. n° 412583, RGDM 2018, n° 69, p. 356 (avec les concl. de Ch. Touboul reproduites p. 348 et s.)
 16. *La limitation de l'accès au prétoire du juge du tarif est-elle inconstitutionnelle ?*, Obs. ss. CNTSS, 1er décembre 2017, Fédération de l'hospitalisation privée – Médecine-Chirurgie-Obstétrique (FHP-MCO), n° A.2015.41, RGDM 2018, n° 67, p. 244
 17. *Caducité des autorisations sociales et médico-sociales : deux décisions récentes vues à l'aune du nouveau régime*, Obs. ss. CAA Bordeaux, 2 mai 2017, Département de la Gironde, req. n° 15BX04061 et 15BX04063 et TA Montpellier, 3 janvier 2017, Société Les Jardins de Flore, req. n° 1504094, RGDM 2018, n° 66, p. 301
 18. *Caducité des autorisations sociales et médico-sociales : un nouveau régime légal et réglementaire plus exigeant*, Obs. ss. décret n° 2017-1620 du 28 novembre 2017 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux, RGDM 2018, n° 66, p. 299
 19. *Précisions sur les conventions de délégation de gestion d'activités de soins soumises à autorisation*, Obs. ss. TA Rennes, 13 avril 2017, Union de gestion de la clinique mutualiste de la Sagesse, req. n° 1502145, RGDM 2017, n° 65, p. 320
 20. *L'enrichissement continu de la notion légale de régulation "de l'offre de services de santé" par la jurisprudence administrative*, Obs. ss. CE, 17 juin 2015, M. A, req. n° 389117 et CAA Lyon, 28 juin 2015, SARL Ambulances DIMO, req. n° 15LY00927, RGDM 2015, n° 56, p. 351
 21. *La fin des syndicats interhospitaliers*, Obs. ss. décret n° 2012-1483 du 27 décembre 2012 relatif à la transformation des syndicats interhospitaliers en groupement de coopération sanitaire ou en groupement d'intérêt public, RGDM 2015, n° 55, p. 380
 22. *Groupement de coopération sanitaire, contrat d'association au "service public hospitalier" et règles de publicité et de mise en concurrence*, Obs. ss. CAA Nantes, 12 avril 2013, SELARL Radiodiagnostic du Giennois, n° 11NT03011, RGDM 2015, n° 55, p. 377
 23. *Retour sur la nature juridique des ARS*, Obs. ss. CE, 4 juin 2014, Ministre des affaires sociales et de la santé, req. n° 367298, RGDM 2015, n° 55, p. 361
- C. Observations publiées dans la chronique « Droit public financier » de la revue Droit administratif**
24. *Établissements de santé, contrôle de leur facturation et sanctions financières (avec A. Uzel)*, Dr. adm. fév. 2017, chr. n° 2
 25. *Le financement du service public dans le domaine de la santé est-il compatible avec le droit de l'Union européenne ?*, Dr. adm. août 2014, chr. n° 7
 26. *Décisions accordant un avantage financier et erreurs dans la liquidation des créances : vers une stabilisation jurisprudentielle ?*, obs. ss. CE, 9 mai 2011, Ministre de la Défense, req. n° 339901, Dr. adm. oct. 2011, chr. n° 4
- D. Observations publiées dans les chroniques « Contrats » et « Établissements » de la revue Droit et Santé**
27. Obs. ss. Trib. confl., 17 décembre 2007, n° C3646, SELARL MB Associés, Rev. Dr. et Santé 2008, p. 590-592
 28. Obs. ss. CE, 14 mai 2008, M. Nomblot et autres, req. n° 280935, Rev. Dr. et Santé 2008, p. 488-490
 29. Obs. ss. CE, 3 mars 2008, Fédération hospitalière privée Rhône-Alpes, Rev. Dr. et Santé 2008, p. 377-379
 30. Obs. ss. Avis CCNE n° 101, 28 juin 2007, Santé, éthique et argent : les enjeux éthiques de la contrainte budgétaire sur les dépenses de santé en milieu hospitalier, Rev. Dr. et Santé 2008, p. 245-248
 31. Obs. ss. Circulaire DGAS/CNSA/SD.2/2C/SD.3/SD.5 n° 2006-534 du 14 décembre 2006 relative au programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) et à ses conséquences juridiques, Rev. Dr. et Santé 2007, p. 789-791
 32. Obs. ss. Circulaire DHOS/O1 n° 2007-65 du 13 février 2007 relative à la prise en charge des urgences, Rev. Dr. et Santé 2007, p. 774-779
 33. Obs. ss. Circulaire DHOS/O3 n° 2006-506 du 1er décembre 2006 relative à l'hospitalisation à domicile, Rev. Dr. et Santé 2006, p. 406-408
 34. Obs. ss. CE, 26 juillet 2006, SA Clinique chirurgicale Saint-Bernard, req. n° 283156, Rev. Dr. et Santé 2006, p. 252-254
 35. Obs. ss. Circulaire DHOS/O4 n° 2006-293 du 3 juillet 2006 relative à l'activité de soins de chirurgie cardiaque, Rev. Dr. et Santé 2005, p. 560-562

PUBLICATIONS (SUITE)

36. Obs. ss. Décret n° 2006-413 du 6 avril 2006 relatif aux groupements assurant la coordination des interventions en matière d'action sociale et médico-sociale, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 418-420
37. Obs. ss. Ordonnance n° 2005-1088 du 1^{er} septembre 2005 relative à la composition et aux compétences de la Cour nationale et des tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 416-418
38. Obs. ss. Circulaire DHOS/O4 n° 2006-97 du 6 mars 2006 relative aux schémas interrégionaux d'organisation sanitaire, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 412-414
39. Obs. ss. Décret n° 2005-20 du 11 janvier 2005 relatif à l'exercice d'une activité libérale par les praticiens hospitaliers à temps plein dans les établissements publics de santé – Décret n° 2006-274 du 7 mars 2006 relatif à la redevance due à l'hôpital par les praticiens hospitaliers à temps plein exerçant une activité libérale dans les établissements publics de santé, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 303-306
40. Obs. ss. Circulaire DGAS/2 C n° 2005-111 du 28 février 2005 relative aux conditions d'autorisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 448-450
41. Obs. ss. CAA Marseille, 6 janvier 2005, *Association société Confalon dite Archiconfrérie de la Sainte-Croix*, n° 02MA02247, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 445-448
42. Obs. ss. CE, ord., 29 avril 2004, *Département du Var*, req. n° 266902, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 147-150
43. Obs. ss. CE, 9 février 2004, *Lambert et autres*, req. n° 248171, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 142-144
44. Obs. ss. CE, avis, 16 février 2004, *Association familiale les papillons blancs de Denain et environs*, req. n° 261652 – CE, 28 avril 2004, *Foyer-logement résidence Maurice Villatte*, req. n° 255932, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 52-57
45. Obs. ss. Circulaire DHOS/O n° 2004-101 du 5 mars 2004 relative à l'élaboration des SROS de troisième génération, *Rev. Dr. et Santé* 2004, p. 155-158
46. Obs. ss. CE, 16 juin 2004, *SELARL J.-M. X. – F. Y. – M. Z. et autres* : req. n° 247910, *Rev. Dr. et Santé* 2004, p. 153-155
47. Obs. ss. Circulaire DHOS/O n° 2004-44 du 4 février 2004 relative à l'hospitalisation à domicile, *Rev. Dr. et Santé* 2004, p. 60-62
48. Obs. ss. CE, 10 mars 2004, *M. Melki* : req. n° 218455, *Rev. Dr. et Santé* 2004, p. 52-54

E. Observations publiées dans la chronique juridique de la revue Finances hospitalières

49. Ordonnance du 12 mai 2021 : la réforme des autorisations sanitaires suit son cours, *Finances hospitalières* septembre 2021, p. 22
50. Quelques apports de l'ordonnance du 18 novembre 2020 relatives aux missions des agences régionales de santé, *Finances hospitalières* mars 2021, p. 26
51. Coopérations entre établissements publics de santé et médecins libéraux : dernières précisions du Conseil d'État, note ss. CE, 29 juin 2020, *M. B... c/CH de Digne-les-Bains*, req. n° 421609 ; CE, 10 juillet 2020, *M. B... c/CH de Saint-Calais*, req. n° 427782, *Finances hospitalières* octobre 2020, p. 23
52. Le nouveau régime juridique de la cession des autorisations sociales et médico-sociales, note ss. CE, 22 novembre 2018, *Société EHPAD « MA Résidence »*, req. n° 412057, et décret n° 2020-254 du 13 mars 2020 relatif aux modalités de la cession prévue à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, *Finances hospitalières* avril 2020, p. 24
53. Activité libérale des praticiens hospitaliers : la facturation de dépassements d'honoraires reconnue conforme à la Constitution, note ss. CC, déc. QPC n° 2019-792, 21 juin 2019, *Clinique Saint-Coeur et a.*, *Finances hospitalières* oct. 2019, p. 24
54. La conclusion d'une convention constitutive de CCS est-elle soumise à une procédure de publicité et de mise en concurrence ?, obs. ss. CAA Nantes, 7 décembre 2018, *M. E... c/CH de Saint-Calais*, req. n° 17NT02361, *Finances hospitalières* mars 2019, p. 24
55. Les nouvelles obligations hospitalières de facturation des patients, *Finances hospitalières* sept. 2018, p. 24
56. Précisions récentes sur la compétence et l'office du juge du tarif, obs. ss. CE, 20 octobre 2017, *Société Sogecler*, req. n° 401554 et CE, 9 février 2018, *Société Maison de chirurgie Clinique Turin*, req. n° 412583, *Finances hospitalières* mars 2018, p. 22

V. AUTRES PUBLICATIONS

Éditoriaux

57. Quels anniversaires pour les lois hospitalières ?, in *Finances hospitalières* juil. 2021, p. 1
58. Les réponses du monde d'hier, in *Finances hospitalières* juil. 2020, p. 1 (à propos du traitement financier de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19)
59. La loi des ordonnances, in *Finances hospitalières* mars 2019, p. 1 (à propos du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé)

FORMATIONS

FORMATIONS PROFESSIONNELLES

- Depuis 2011** Régulation des établissements sanitaires et médico-sociaux ; Institut Léonard de Vinci – MBA Directeur de structures de santé et de solidarité ; 20 h.
- De 2014 à 2021** Droit hospitalier ; École du Val-de-Grace – Préparation au concours interne de directeur des soins dans le Service de santé des armées ; 20 h.
- De 2008 à 2020** Multiples interventions d'une journée ou d'une demi-journée à l'EHESP.
- De 2005 à 2009** Politiques sociales (sécurité sociale et aide sociale) ; Préparation au concours interne d'attaché territorial (CNFPT - Montpellier) ; 45 h.

Outre les formations organisées par le Cabinet lui-même : multiples journées de formation, animées seul ou en collaboration, à destination de personnels hospitaliers, de l'État ou de l'assurance maladie à l'initiative de différents organismes de formation (universités, LexisNexis, Les Études Hospitalières, L'entreprise médicale, etc.)

Organismes de formation	Thèmes	Durée	Périodicité	Années
Les Études Hospitalières	Actualité du droit des autorisations sanitaires Actualité de la coopération sanitaire Actualité des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens Actualité des autorisations médico-sociales Actualités de la coopération médico-sociale	Une journée (6 h.)	Une à deux fois par an pour chacune	2008-2020
EHESP	Les autorisations sanitaires Les outils juridiques de la coopération sanitaire et médico-sociale	Une journée ou une demi-journée	Plusieurs fois par an	2008-2020
École du Val-de-Grace	Droit hospitalier – préparation aux concours internes	3 journées de 7 heures	Un cycle une fois par an	2014-2021
LexisNexis	Actualité du droit de la responsabilité médicale et hospitalière	Une journée (6 h.)	Une fois par an	2009-2013
L'entreprise médicale	L'impact de la loi « HPST » sur l'organisation et le fonctionnement des établissements publics de santé	Une journée (6 h.)	Plusieurs fois par an	2009-2011